

Tunisie : la révolution imprévue*

Ô tyran oppresseur
Ami de la nuit, ennemi de la vie
Tu t'es moqué d'un peuple impuissant
Alors que ta main est maculée de son sang
(Abou el-Kacem Chebbi, 1909-1934)

Lorsqu'elle éclate en décembre 2010 et janvier 2011 l'insurrection tunisienne surgit comme une révolution unique dans le monde arabe et peut-être dans l'histoire. Ce changement radical de la société est la conséquence d'un mouvement spontané d'initiative populaire, sans intervention préconçue, ni de forces armées, ni de partis organisés, de syndicats ou d'une quelconque organisation préexistante.

Un événement « imprévisible »

Cet énorme événement est une totale surprise pour tous. Il n'a été prévu ni par les innombrables espions et flics du pouvoir chargés de la surveillance incessante des citoyens, ni par les victimes, encore plus nombreuses, de cet ordre oppressif, ni par les scrutateurs professionnels, locaux et internationaux, à la recherche du moindre signe de résistance ou de rébellion dans la vie sociale et politique du pays...

S'il n'a été ni prévu ni annoncé, c'est qu'il n'a été préparé par personne. D'ordinaire, les changements politiques importants dans nos sociétés sont le résultat de conspirations civiles ou de coups d'Etat militaires, rarement d'élections démocratiques. Ils résultent tous d'une préparation organisée. La révolution du jasmin, dépourvue de toute préméditation, ne ressemble, ni de près ni de loin, à aucun de ces modes opératoires de changement de pouvoir.

Cet effet de surprise pose aux sciences sociales une vieille question, celle de leur capacité de prévoir. Les acteurs économiques et politiques, qui ont besoin d'anticiper pour décider, sont, de façon croissante, en demande de prévision. Les sciences sociales sont donc invitées sinon à prévoir, du moins à fournir les instruments de la prévision.

Les chercheurs peuvent, à raison, s'inspirer de la réponse des philosophes que propose Ali Benmakhlouf (1) : « Philosophe n'est pas prophétiser ». Ils pourraient aussi répondre qu'il ne faut pas confondre deux

**Négib
Bouderbala**

(bouderbala@mtds.com)

(*) Ce texte, écrit début janvier, portait uniquement sur la Tunisie. Il a été légèrement révisé après les révoltes et les manifestations des autres pays du monde arabe en février et mars. Mais il reste pour l'essentiel une réaction immédiate à l'événement..

(1) Driss Ksikes. « Grand entretien avec Ali Benmakhlouf », *Economía*, n° 11, février-mai 2011.

activités qu'ils pratiquent de plus en plus concurremment, la recherche et l'expertise. La seconde, qui est le plus souvent alimentaire, est soumise par ses commanditaires à une obligation de résultats. Elle ne tolère guère l'incertitude et ne supporte le doute que converti en probabilité. On voit tout ce qui la distingue de l'activité scientifique proprement dite. Il ne peut être exigé des chercheurs qu'ils se risquent à la prévision, mais peut-être pourraient-ils faire l'effort d'échapper à ce que Jacques Berque appelle la tentation de prévoir l'advenu : « Je vous l'avais bien dit ».

Dans le cas des révolutions arabes de janvier 2011, il eut été utile qu'avant toute tentative d'explication nous marquions un temps d'arrêt pour reconnaître à quel point elles nous ont totalement surpris. Et à réfléchir sur les raisons pour lesquelles nous avons été tellement pris de court.

Car non seulement les chercheurs n'avaient pas prévu l'événement, mais ils n'avaient pas identifié les traits originaux qui, dans leur conjugaison, l'ont rendu possible :

- une révolte de la jeunesse entraînée par un conflit d'abord générationnel ;
- un mouvement spontanéiste étranger à un parti ou à une idéologie ;
- une exigence de dignité et de liberté bien plus qu'une jacquerie des pauvres en quête de pain ;
- une révolte moderne (cyber-révolution) inscrite dans le monde nouveau de la communication.

Il en résulte qu'en ne donnant pas à ces caractères nouveaux toute leur dimension, non seulement nous n'avons pas prévu cette révolution, mais nous l'avons rendue imprévisible.

Causes immédiates et lointaines

Maintenant l'événement s'est produit, et nous pouvons désormais lui chercher une explication, des causes immédiates et lointaines. Je le ferai à partir de l'exemple fondateur et exemplaire de la Tunisie.

L'élément déclencheur est le suicide protestataire, le 17 décembre 2010, de Mohamed Bouazizi, jeune marchand à qui la police a arbitrairement confisqué sa marchandise. C'est un acte individuel de désespoir, mais c'est aussi un acte pour les autres : en s'immolant dans la rue face à un édifice de l'Etat, ce jeune Tunisien a voulu lui donner valeur de témoignage.

Cette immolation a lieu à Sidi Bouzid, petite ville pauvre et oubliée par le pouvoir. Ce geste, « l'étincelle qui met le feu à la plaine », restera dans les mémoires. C'est l'élément déclencheur qui a réveillé la colère des citoyens devant le mépris dans lequel le pouvoir les tenait. Il leur a fait prendre conscience de la force libératrice d'un geste de refus et a révélé à chacun qu'il n'était plus seul dans la révolte et qu'il pouvait enfin s'affranchir de la peur. C'est l'exemple rare d'une révolution accomplie principalement par un changement quasi simultané (grâce aux nouvelles technologies de la communication) dans les comportements. Car si Bouazizi est bien une

victime de l'exclusion et de la misère, le mouvement qu'il a déclenché est loin de se réduire à cette cause. La révolution du jasmin, qui va entraîner toutes les régions et toutes les couches sociales, éclate justement dans le pays du Maghreb où la pauvreté et l'inégalité économique sont les moins fortes. Ce mouvement n'est pas une révolte pour le pain, il est bien, principalement, une demande de liberté et de démocratie. Ce qui reste à expliquer c'est comment et pourquoi la diffusion de la protestation est passée, avec une incroyable rapidité, de Sidi Bouzid à l'ensemble du pays.

La première réponse est technique : la transmission des mots d'ordre et des rendez vous des manifestants, le ciblage très précis des membres du clan Ben Ali et Trabelsi et de leurs innombrables propriétés n'ont été rendu possibles que par une intense communication par internet (surtout facebook) et les téléphones portables.

Mais cette réponse est également insuffisante. L'information, c'est vrai, n'aurait jamais pu circuler à cette vitesse sans l'outil informatique. Mais cette information n'aurait pu entraîner une telle mobilisation générale des citoyens si ces derniers n'avaient été préparés de très longue date à la recevoir et à la convertir en énergie insurrectionnelle. Ce sont bien les caractéristiques de la société tunisienne, à l'issue d'une longue histoire, qui permettent d'expliquer cette révolution. Citons en quelques-unes.

La modernisation de la société plonge ses racines dans un passé lointain. L'urbanisation du pays est forte et ancienne, la paysannerie est sédentarisée depuis longtemps dans de gros bourgs ouverts sur le savoir et le progrès (Testour, Msaken, Moknine, etc.) Sans doute l'ancienneté et la densité de la structure urbaine constituent-elles une clef pour comprendre le comportement des manifestants : une urbanité, un usage du monde qui ne sont pas limités au cœur des grandes villes et qui ont permis d'abattre un régime sur-sécurisé avec une exceptionnelle économie en vies humaines.

La Tunisie dispose également, depuis la période précoloniale, d'un Etat centralisé et d'une administration moderne à la turque.

La politique économique et sociale conduite depuis l'indépendance, en faveur de l'éducation, de la santé, du logement, de la femme, de la petite entreprise a permis la formation d'une importante classe moyenne, d'une administration compétente. Elle a contribué à dissoudre les formes de cohésion traditionnelles (tribus, famille élargie, morale religieuse conservatrice) pour créer des individus citoyens de plus en plus nombreux.

La Tunisie était très avancée dans le monde arabe et le tiers-monde pour la scolarisation, la santé, la protection sociale et le logement, et son revenu par tête était parmi les plus élevés, si l'on excepte les Etats pétroliers.

Ces réussites tunisiennes rendaient incompréhensible l'incroyable retard sur le plan des libertés et de la démocratie. Le pays a toujours été gouverné de façon autoritaire par Bourguiba ou par Ben Ali, mais dans la dernière décennie du pouvoir de Ben Ali, non seulement la société est devenue un Etat encore plus policier, verrouillé de toutes parts, mais elle a été totalement

(2) Béatrice Hibou,
« Derrière le chef
déchu, un système à
déconstruire », *Economia*,
n° 11, février-mai 2011 ;
« La force de
l'obéissance »,
La découverte, 2006.

livrée à l'arbitraire d'un clan prédateur, faisant main basse sans limites sur les biens publics et privés.

Comment un peuple aussi policé avait-il pu, si longtemps, se laisser priver de ses libertés et de ses droits humains les plus élémentaires ? La réponse n'est pas simple. Béatrice Hibou (2) en propose une, fondée sur le « pacte de sécurité » implicite entre le pouvoir et le peuple aux termes duquel l'Etat obtient l'obéissance de la population non seulement par la force mais aussi par la satisfaction d'un désir inconscient de protection, de paix et de stabilité, de consommation et de modernité. Cette analyse est convaincante pour nous faire comprendre pourquoi Ben Ali a tant duré malgré ses tares, mais elle l'est moins pour nous expliquer les raisons pour lesquelles il a été chassé. Le « pacte de sécurité », qui maintenait la soumission par un équilibre constamment négocié entre l'oppression et les concessions, était fait pour durer. C'était même sa raison d'être. Ce pacte n'a pu être brisé par accident à Sidi Bouzid. Il y a eu certes, avec le suicide de Bouazizi, un passage à l'acte instantané, mais dont les effets n'ont pu s'étendre rapidement à l'ensemble de la société que si l'on admet que cette dernière y était préparée par la montée très ancienne et cumulative du mécontentement. Cette dégradation du système aurait dû être accompagnée par une lente et progressive érosion du pacte qui est passée inaperçue de tous et qui était d'ailleurs peu compatible avec son mécanisme d'adaptation permanent.

Sans doute faut-il compléter cette explication par d'autres.

Ainsi, on a pu dire que ce peuple, trop occupé par l'amélioration de sa vie matérielle, a remis à plus tard sa revendication de liberté. En réalité, malgré l'effet anesthésiant des avantages matériels, le mécontentement était très ancien, mais il n'a pu s'exprimer en raison d'une intimidation de toutes les institutions d'opposition, d'une censure efficace et sélective sur tous les moyens d'expression, et d'une surveillance des citoyens jusque dans leur vie privée. A propos de la contradiction croissante entre une population ayant reçu plus qu'ailleurs certains avantages du progrès lui permettant une prise de conscience plus élevée et l'absence totale de possibilités d'expression, on a pu parler de l'effet « cocotte minute ». Un couvercle hermétique est mis sur la société, la pression du mécontentement monte progressivement sans aucun moyen d'en percevoir la progression. Un événement imprévisible (la révolte de Sidi Bouzid) a permis, en soulevant le couvercle, de libérer la parole si longtemps contenue. Les citoyens tétanisés par la peur étaient réduits au silence. Il a suffi qu'ils osent à nouveau se parler pour que leur force devienne irrésistible.

Et demain ?

Beaucoup s'inquiètent des lendemains. Sans doute le moment présent d'ivresse de la liberté retrouvée passera. Mais quelques traits de l'insurrection sont rassurants pour l'avenir.

Ce peuple opprimé depuis si longtemps – et conscient de l'être – ne s'est pas abandonné au réflexe immédiat de la vengeance. La violence a été principalement le fait des nervis de Ben Ali, et lorsque les insurgés y ont recouru, c'était toujours de façon ciblée à l'encontre des quelques familles ploutocrates (Ben Ali, Trabelsi, Materi, Chiboub) et de quelques profiteurs du régime défunt. Avec les agents chargés du maintien de l'ordre (l'armée dès le début et même avec les policiers repentis), le peuple a été magnanime et a recherché la fraternisation. Il y a dans cette modération un espoir pour l'avenir.

Certes, la fraternisation toutes catégories sociales confondues n'est pas éternelle. Elle n'a pas fait disparaître les oppositions d'intérêts entre groupes sociaux. Mais elle restera dans les mémoires de tous comme un moment fondateur d'un nouvel Etat social et contribuera à faire prévaloir les solutions démocratiques de résolution des conflits.

Dans l'immédiat, un problème reste posé, c'est celui de la surenchère permanente d'un pouvoir exercé par la rue. Cette forme de gouvernement n'est pas acceptable dans la durée, et les partisans modérés d'un retour au calme et au travail s'inquiètent de sa prolongation. Beaucoup de citoyens hostiles à Ben Ali souhaitent l'apaisement, l'ordre dans la rue et dans les quartiers et la reprise des activités. Ils redoutent l'instrumentalisation par des forces obscures de la protestation populaire. Ces « modérés » ont sans doute raison aujourd'hui, mais il est bon de rappeler que si les insurgés s'étaient rangés à l'avis de ces modérés, ils se seraient contentés des premières importantes mesures concédées par le régime, et Ben Ali serait encore là. C'est la ténacité du peuple dans la rue qui, manifestation après manifestation, a permis au changement d'atteindre l'irréversibilité. Pourtant, il faut le dire avec calme et fermeté, à ce stade de l'insurrection, le jusqu'au-boutisme pourrait mettre en danger les acquis déjà formidables de la révolution. D'autant plus que la Tunisie ne dispose pas encore d'une figure ou d'une organisation reconnue pour incarner légitimement le pouvoir.

A moyen terme devront être mis en place les moyens politiques, institutionnels et budgétaires nécessaires à la réalisation des réformes les plus attendues : une gestion des ressources publiques enfin mise à l'abri des rapines des cercles du pouvoir et orientée de façon prioritaire vers la relance de l'emploi des jeunes ; des pouvoirs publics et une administration libérés du clientélisme, du favoritisme et des abus de pouvoir, une justice indépendante du pouvoir et de l'argent et retrouvant l'éthique de sa mission, l'égalité de tous devant la loi, petits comme grands et pauvres comme riches.

Chacun sait que ces réformes complexes demandent du temps. Or, ce dont les « réformateurs » disposent le moins, c'est de temps. Nous rencontrons là un problème majeur de cette révolution. En effet, ce sont les jeunes qui à la fois s'estiment être les principales victimes du régime déchu (chômeurs diplômés et chômeurs des régions pauvres du centre et du sud), et ce sont eux à qui revient le mérite d'avoir impulsé le changement. Ils n'auront donc, à priori, aucune patience. Il faudra que le nouveau pouvoir puisse faire

admettre, en pratiquant avec les jeunes une pédagogie du changement fondée sur une vérité difficile à admettre : il faudra du temps pour que les réformes produisent les effets qu'en attend la population. S'ils n'étaient associés sans réserve au processus de réforme, il est à craindre qu'ils ne lui fassent pas confiance et s'y opposent jusque dans la rue.

Un risque islamiste ?

L'islamisme, objet d'une répression continue sous Ben Ali, est moins présent qu'il ne l'a été, mais il n'a pas disparu de l'espace politique. Curieusement, la révolution du jasmin n'a porté aucun de ses mots d'ordre. L'islam politique qui avait su se positionner, comme protecteur des pauvres, au centre du mouvement social a été de façon surprenante totalement absent du mouvement de décembre 2010.

La répression n'explique pas tout. Il se peut que l'évolution en profondeur de la société tunisienne la rende moins perméable au projet islamiste. La Tunisie a plus que les autres pays musulmans pratiqué une laïcité de fait et admis une liberté plus grande de la pratique religieuse. (On se souvient de Bourguiba buvant en direct un verre de lait à la télévision pendant les heures de jeûne), l'émancipation juridique de la femme s'est imposée sans le soutien de l'islam conservateur. De plus, lorsque l'islam politique a pu s'enraciner il l'a fait comme mouvement social solidaire des pauvres. Or, la révolution du jasmin, malgré ses débuts dans une région pauvre, est rapidement apparue comme une demande de liberté et de démocratie. On sait les revendications portant sur les libertés moins porteuses pour l'islam politique que celles portant sur l'égalité.

Pour l'avenir, l'absence de l'islamisme dans les toutes premières phases d'un mouvement spontané et profondément populaire le disqualifie pour revendiquer l'exclusivité de la légitimité. Il est condamné à prendre en marche un train qu'il n'a ni fait partir, ni piloté. Le risque d'un gouvernement religieux totalitaire s'éloigne notablement. Dans la démocratie qui s'annonce, l'islam politique ne pourra obtenir qu'une place parmi les autres partis, à l'issue d'élections libres.

Il se peut aussi que, comme certains signes nous l'indiquent, le mouvement de la Nahda ait lui aussi évolué, que son projet politique soit désormais compatible avec la démocratie, l'égalité entre les sexes et même une certaine forme de laïcisation (il ne ferait plus de l'obligation de soumettre tout le droit à la chari'a une condition absolue). Il s'inspirerait plus de l'AKP turc que des mollah d'Iran. Ce serait une bonne nouvelle pour la démocratie.

Révolution du jasmin ? Ce nom symbolique a été critiqué en raison de sa légèreté apparente au moment où des hommes et des femmes affrontaient la mort et mouraient pour libérer leur pays de la dictature. Il a été maintenu dans ce texte en raison de son identification avec le trait le plus original de l'insurrection, cette modération populaire qui est le signe d'un vivre ensemble inspiré par la civilité, le goût de la vie et le désir de paix.

Une exception marocaine ?

Au début de l'année 2011 la révolte des peuples, initiée en Tunisie, s'étend à de nombreux pays du monde arabe dont la liste n'est pas limitée : Egypte, Bahreïn, Yémen, Oman et, dans une moindre mesure, l'Algérie et le Maroc. Il est vrai que la situation de chacun de ces pays est différente, comme le sont également la nature et le degré de leur engagement dans le changement démocratique. Sur le Maroc, une quasi unanimité s'impose à l'intérieur comme à l'extérieur du pays pour le maintenir à part. Chacun proclame l'exception marocaine comme pour se rassurer. La transition vers la démocratie, dit-on, à Paris et Washington comme à Rabat, s'y fera sans violence et sans changement politique majeur.

Il est vrai que la situation se présente au Maroc d'une façon particulière, notamment par rapport à la Tunisie :

– Il n'y a pas au Maroc de polarisation du mécontentement sur un seul personnage exécré de tous à qui les insurgés pourraient crier, comme à Ben Ali et Moubarak : « dégage ! ». La monarchie reste légitime, et Mohammed VI est populaire. S'il existe une partie de la population qui exprime ouvertement le souhait de voir réduits ses pouvoirs par la constitution, il n'en est guère pour lui demander de quitter le pouvoir.

– Les deux régimes viennent de traverser une décennie au cours de laquelle leurs images respectives ont suivi des courbes de popularité inversées. Les années 2000 ont été perçues en Tunisie comme une aggravation constante de la prédation du clan au pouvoir et de la privation des libertés. Au Maroc, même si le bilan décennal reste ambigu, il est plutôt perçu, après les années de plomb, comme une amélioration relative en matière de modernisation, des droits et libertés, de réduction des inégalités régionales. Il est aussi crédité d'une gestion avisée de l'islam politique. Il en résulte des attitudes différentes à l'égard du changement annoncé. Les Tunisiens sortent de la décennie avec une fureur et un niveau de mécontentement aggravés contre le régime et le sentiment qu'ils n'ont pas grand-chose à perdre. Au Maroc, où persiste un niveau élevé de mécontentement endémique, une partie de la population, et notamment ses élites, affronte le vent du changement avec un sentiment partagé : un désir de démocratisation, d'une part, et, d'autre part, la crainte de perdre les acquis du passé récent.

– La différence entre les deux expériences vient aussi des réactions des deux pouvoirs face aux manifestants. En Tunisie, Ben Ali n'a jamais eu l'initiative et a toujours eu un temps de retard sur les revendications portées par les jeunes dans la rue. Au Maroc, après les manifestations du 20 février, le Roi a repris la main avec son discours du 9 mars, dans lequel il fait d'importantes annonces sur le passage à la monarchie constitutionnelle, la démocratisation régionale et la lutte contre la corruption. Certes, il ne s'agit que de promesses dont la mise en œuvre demandera de l'énergie, du temps et des transformations structurelles, mais elles ont été, il faut le

reconnaître, plus loin que toutes les promesses précédentes. Elles constituent un véritable événement.

Mais les leçons du passé nous montrent à quel point le projet de transformation sera sans cesse retardé, menacé par la résistance des forces conservatrices qui occupent des positions fortes anciennes et enracinées dans tous les secteurs de la société, en particulier à ses sommets. Et cette résistance au changement pèsera d'autant plus que l'on prétend se passer de la pression et du soutien que représente la poursuite des manifestations populaires. Pour s'engager dans la transition démocratique, c'est bien la transformation de toute la société qu'il faudra entreprendre.

Dans ces conditions, peut-on reconnaître avec la plus grande partie des observateurs au Maroc, en Europe et en Occident, l'exception marocaine qui lui permettrait de vaincre ces obstacles pour aller vers la démocratie ?

On voit bien ce qui incline une partie de l'opinion à y croire. Elle a besoin d'être rassurée sur la possibilité d'une voie vers la démocratie qui serait sans violence, sans bouleversements politiques et conduirait rapidement à un retour à l'ordre et au travail. L'exception marocaine, ce serait bien cette transition démocratique qui se ferait par le pouvoir en place et non contre lui, par une réforme pacifique plutôt que par une rupture révolutionnaire.

Cet espoir n'est pas illégitime, mais nous ne savons pas, à l'heure actuelle, s'il est crédible.

Car enfin, le Maroc est, comme les autres pays de la région, un régime autoritaire, une société fortement inégalitaire minée par des mécontentements profonds. Il a été touché comme les autres par le vent de liberté soufflant de la Tunisie. Il pourrait, bien sûr, y répondre à sa façon en évitant et l'immobilisme et la révolution, mais le fera-t-il ? L'avenir nous le dira.